

Pilotes budgétaires à cran : la preuve par le « redesign »

ADMINISTRATION Le ministre N-VA de la Fonction publique tancé par ses partenaires

- ▶ L'arrestation de Salah Abdeslam a chamboulé l'agenda de la majorité.
- ▶ Le contrôle budgétaire - reporté vendredi soir - attise les tensions entre partenaires flamands.
- ▶ Le chantier de refonte de l'administration illustre un gros malaise.

La tension est à nouveau à son comble entre les partenaires flamands de la suédoise. Après les critiques lancées contre le ministre N-VA des Finances, Johan Van Overtveldt, et sur ses mécomptes budgétaires, c'est au tour d'un autre ministre N-VA, Steven Vandeput, en charge de la Défense et de la Fonction publique à être montré du doigt.

1 Que reproche-t-on au ministre N-VA ? Il s'est fait vertement tancer cette semaine par ses collègues du gouvernement lors d'une des premières réunions du contrôle budgétaire. Elle devait identifier les économies et les recettes escomptées de l'Etat pour combler partiellement le trou budgétaire de 2,3 milliards découvert par le comité de monitoring.

Parmi les sommes à récupérer, il y a les économies que le gouvernement compte engranger dans le « redesign » de la Fonction publique : 100 millions cette année, 200 en 2017, 250 en 2018, 100 en 2019 et 100 en 2020. Soit un total de 750 millions d'euros.

Le problème ? Le ministre N-VA n'a identifié, à la table du gouvernement, ni les pistes d'économies ni les montants correspondants. Pire, selon les partenaires flamands de la N-VA, Steven Vandeput réclame dix millions pour couvrir les frais de consultation nécessaires au démarrage de l'opération.

Autre critique lancée par ses adversaires, au nombre desquels figure son prédécesseur Hendrik Bogaert (CD&V). Voici quelques jours à la Chambre, ce dernier reprochait le manque d'ambition d'un projet limité à sa dimension budgétaire. Qui plus est, le ministre est encore épinglé pour s'être déchargé de la responsabilité du dossier auprès d'autres ministres et en particulier auprès du cabinet de Jan Jambon, qui serait devenu le véritable pilote du projet de refonte de la Fonction publique. Dans les syndicats de la Fonction publique, on assiste au balcon à une opération qui les préoccupe d'autant moins qu'elle est, disent-ils, dans les « limbes ». Une autre ma-

nière de qualifier une coquille vide censée pourtant rapporter 750 millions d'euros.

2 Comment se défend le ministre N-VA ? Steven Vandeput est d'autant plus placé sur le gril que son parti a fait de la cure d'amaigrissement de l'appareil de l'Etat un de ses meilleurs chevaux de bataille.

Les dix millions réclamés pour des consultants extérieurs ? Tous les partis avaient marqué leur accord sur ce point. Si l'on veut générer des économies demain, il faut investir aujourd'hui, rétorque-t-on parmi ses défenseurs qui font le parallèle avec l'opération « Tax-on-web » : la plate-forme digitale de la déclaration d'impôts s'avère aujourd'hui être un succès et une sérieuse économie pour les finances de l'Etat mais elle a été rendue possible grâce à un sérieux investissement.

Les critiques sur le transfert de ses compétences sont jugées tout aussi déplacées. Le « redesign » de la Fonction publique est l'affaire de tout le gouvernement et, en particulier, des ministres concernés par l'opération : Jan Jambon (pour la meilleure gestion du Patrimoine et l'excellence opérationnelle en matière de sécurité), Koen Geens (pour la Justice), Maggie De Block (pour les gains d'efficacité en santé pu-

blique). Et, last but not least, Johan Van Overtveldt, prié de mieux faire entrer les recettes fiscales, en luttant contre la fraude.

3 Pourquoi tant de hargne entre partenaires flamands ? CD&V, VLD et N-VA, les trois alliés flamands de la suédoise, sont aussi des concurrents.

La N-VA, chante de la bonne gestion, n'a aucune intention, au moment où les sondages lui prédisent un sérieux ressac, de devenir le bouc émissaire d'un nouveau raté - celui de la refonte de l'administration et des économies promises - après avoir été ciblé sur les (grosses) erreurs d'estimation de son Grand Argentin Van Overtveldt.

Les nationalistes soulignent d'ailleurs que sur les 100 millions d'euros escomptés en 2016 de l'opération « redesign », 40 millions auraient déjà identifiés grâce à leurs ministres. Comment ? Notamment grâce à des économies d'échelles, via la fusion de certains services publics fédéraux. Mais surtout grâce à une mesure qui pourrait générer un notable impact budgétaire, via l'intensification des contrôles fiscaux. Ce que demande la N-VA à ses partenaires, c'est de faire aussi leur part du travail. Pas question pour la formation de Bart de Wever de se faire refiler le valet puant. Ambiance... ■

DIRK VANOVERBEKE

réaction Les sarcasmes de l'Inspection des Finances

Le cerbère des Finances de l'Etat se pose des questions sur la note du gouvernement qui détaille le programme d'action censé optimiser les services publics fédéraux (SPF).

Une opération budgétairement neutre ? L'Inspection des Finances (IF) s'étonne. La note du gouvernement précise que l'opération ne coûtera pas un kopeck au Trésor. Et, en même temps, souligne son impact budgétaire : 1 million par an en frais de personnel et 10 millions en 2016 en frais de consultation extérieure. « La méthode pour rendre l'opération budgétairement neutre n'est pas précisée », s'étonne l'IF.

Une facture extérieure normale ? L'IF juge

exagéré le coût de l'aide de consultants extérieurs : « En 2016, ils constituent une équipe permanente de 35 personnes. A ce niveau, on ne peut plus parler d'appui : cela devient une véritable équipe de projet qui peut se substituer aux ressources internes... »

De même, l'IF sursaute : « 160 jours/hommes pour établir un inventaire des ressources immobilières semblent démesurés, alors que cet inventaire existe en principe déjà à la Régie des bâtiments. »

Un excès d'optimisme ? L'IF reconnaît qu'il y a des gains à réaliser en coordonnant les achats fédéraux, en passant par des centrales de marchés plutôt que par leurs propres marchés. Mais prévoir de

« 15 à 25 % de gain semble beaucoup : une partie de l'efficacité réduite des achats publics provient du carcan de la législation sur les marchés publics ».

Comment améliorer la gestion des immeubles utilisés ? L'IF est d'accord sur le principe, mais s'interroge sur la faisabilité : « Des améliorations à court terme sont difficilement possibles. Vu l'importance des locaux loués, principalement dans les grandes villes, on est tenu par la durée des baux en cours. Et pour les bâtiments en propriété, c'est peut-être pire encore. »

La fusion des SPF, le retour gagnant ? L'IF ironise : « Il est piquant de constater que le problème de l'articulation entre les services était déjà central dans les premières

versions de Copernic (... en 2001, NDLR). On souhaite davantage de succès à la présente proposition. »

Mieux percevoir les recettes, vraiment ?

L'IF ironise sur le caractère « étonnant » de la proposition du ministre de la Fonction publique consistant à améliorer le fonctionnement des services de recouvrement pour mieux faire rentrer les recettes. L'IF souligne que le fond du problème ne se situe pas au niveau du recouvrement de l'impôt, mais en amont, au niveau du contrôle des bases imposables. C'est là que le bât blesse : les effectifs des contrôleurs sont en chute libre depuis des années. ■

D.V.

REDESIGN**Un mot lourd de 750 millions**

Le *redesign* de la Fonction publique, traduisez par « remodelage de l'administration fédérale ». En Flandre, on lui préfère le terme *efficiency*. Lors de la

formation de la suédoise, Bart De Wever, le président de la N-VA, a fortement rappelé la volonté de son parti de dégraisser l'Etat et de réduire ses dépenses en « optimisant » les services publics fédéraux. Le gain escompté de ce *redesign* a été fixé à 100 millions cette

année (soit l'équivalent des recettes escomptées des taxes diamant et Caïman) et à 750 millions d'euros en 2020. Cet argent doit servir à financer (à concurrence de 15 %) une partie du *tax shift*. Six programmes ont été mis en œuvre pour atteindre l'objectif : coordina-

tion des achats fédéraux, amélioration de la réception des recettes, amélioration de la gestion des immeubles utilisés, excellence opérationnelle en matière de sécurité et de santé et intégration des processus communs à tous les services publics fédéraux.

D.V.